

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 10 MAI 1921.

Projet de loi

approuvant la Convention relative à l'application du régime spécial de retraite des ouvriers mineurs, conclue le 14 février 1921 entre la Belgique et la France.

EXPOSE DES MOTIFS

MESSIEURS,

La législation belge, relative au régime de la retraite des ouvriers mineurs, ne fait aucune différence entre les nationaux et les étrangers en ce qui concerne le droit aux pensions de vieillesse. Toutefois, les ouvriers houilleurs de nationalité étrangère ne peuvent jouir des primes d'encouragement de l'État, accordées en vue de la constitution de pensions de vieillesse à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite sous la garantie de l'État, que pour autant qu'ils aient dix ans de résidence en Belgique et qu'ils appartiennent à une nation qui accorde des avantages analogues aux Belges.

Pareillement, au regard des lois françaises, les mineurs étrangers, travaillant en France, sont soumis au même régime que les mineurs de nationalité française. Ils ne peuvent néanmoins bénéficier des allocations et majorations, soit de l'État, soit de la Caisse autonome, que si des traités avec leur pays d'origine garantissent aux nationaux des avantages équivalents.

Il est inutile de faire remarquer que ces restrictions, apportées respectivement à l'admissibilité aux primes de l'État en Belgique et aux allocations et majorations servies tant par l'État que par la Caisse autonome en France, sont hautement préjudiciables aux ouvriers tant Belges que Français, qui acceptent du travail soit en France, soit en Belgique.

La Convention, que le Gouvernement du Roi a l'honneur de soumettre à l'approbation de la Législature, a pour premier objet de reconnaître aux nationaux de chacun des deux pays un droit égal aux avantages créés par les législations respectives en vue de la constitution des pensions de vieillesse.

Cependant il ne pouvait suffire d'établir à ce seul point de vue une équivalence de droits entre les ressortissants des deux pays. Celle-ci eût été certes suffisante pour garantir la plénitude de leurs droits aux ouvriers qui, ayant abandonné d'une manière complète leur pays d'origine, auraient été occupés dans leur pays d'adoption le nombre d'années de travail exigées par les législations respectives de l'un ou l'autre pays pour obtenir une pension.

Toutefois, aux termes de la loi belge, indépendamment de la rente, acquise par la voie de la capitalisation proportionnelle aux cotisations versées par les intéressés à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite, une pension de vieillesse ou le complément de pension, à charge des caisses de prévoyance en faveur des ouvriers mineurs, ne peut être obtenu que pour autant que l'ouvrier intéressé justifie avoir travaillé dans une exploitation houillère belge pendant une durée d'au moins trente ans, et ce jusqu'à l'âge de 55 ans, s'il est ouvrier du fond, et 60 ans, s'il est ouvrier de la surface.

De son côté, la législation française subordonne le droit aux allocations de l'État et du fonds de majoration de la Caisse autonome des ouvriers mineurs à la justification de trente années de travail salarié dans les mines françaises, sans que le nombre total des journées de travail puisse être inférieur à 7,920 journées.

Dans un grand nombre de cas, des ouvriers ayant consacré une partie de leur existence dans les mines de leur pays d'origine pour l'abandonner momentanément ou définitivement au profit des mines du pays d'adoption, ou inversement, ne peuvent justifier, dans l'un ou l'autre pays, des trente années de services requises par l'une et l'autre des législations; ces ouvriers se trouvent de ce chef, évincés de tout droit au bénéfice d'une pension de vieillesse.

C'est principalement en vue de porter remède à cette situation qui heurte à la fois les principes d'humanité et de justice, que des négociations ont été entamées entre le Gouvernement du Roi et le Gouvernement de la République. Elles ont abouti à une entente, consacrant la réciprocité la plus complète entre les deux pays, dont le but essentiel est de faire entrer en ligne de compte dans le calcul des années requises par les législations de chacun des pays, le nombre d'années de travail pendant lesquelles l'ouvrier aura été occupé dans l'un et l'autre pays.

Il a été entendu d'ailleurs, que les charges respectives, soit de l'État belge et des Caisses de prévoyance, soit de l'État et de la Caisse autonome de retraite des ouvriers mineurs français, dans le service de ces pensions, seront déterminées d'après le nombre d'années de travail effectuées dans l'un ou l'autre pays.

Enfin, la Convention établit un même régime de réciprocité au point de vue du régime des veuves des ouvriers mineurs, auxquelles les législations réservent une pension de vieillesse dans des conditions déterminées.

Il appartiendra aux Administrations compétentes des deux pays de régler les mesures de détail et d'ordre nécessaires pour l'application des principes qui sont à la base de la Convention.

Dans la pensée du Gouvernement, le Fonds National de Retraite des

ouvriers mineurs créé par la loi du 20 août 1920 sera appelé à centraliser les mesures d'application et à servir d'intermédiaire entre la Caisse autonome de retraite des ouvriers mineurs français et les Caisses de prévoyance en faveur des ouvriers mineurs belges.

Vu l'importance des intérêts en cause, le Gouvernement du Roi, Messieurs, attacherait un grand prix à ce que le projet de loi qu'il a l'honneur de vous présenter, fût l'objet d'un vote d'urgence.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

HENRI JASPAR.

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et du Ravitaillement,*

J. WAUTERS.

CONVENTION

entre la Belgique et la France ayant pour objet de garantir à leurs nationaux travaillant dans les mines belges ou françaises le bénéfice du régime spécial de retraite des ouvriers mineurs en vigueur en chacun des deux pays.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES

et

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

également désireux d'établir, dans la plus large mesure, l'égalité de traitement entre les ressortissants des deux États, en ce qui concerne l'application du régime spécial de retraite des ouvriers mineurs, ont résolu de conclure une Convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. Jean LEBACQZ, Directeur Général des Mines du Royaume de Belgique,
M. Albert VAN RAEMDONCK, Directeur à l'Administration centrale des mines du Royaume de Belgique, Directeur Général du « Fonds national de retraite des ouvriers mineurs » ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. Maurice HERBETTE, Ministre plénipotentiaire, Directeur des Affaires administratives et techniques au Ministère des Affaires Étrangères,

M. Arthur FONTAINE, Inspecteur Général des mines, Conseiller d'Etat en service extraordinaire.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté les dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER.

Les ouvriers belges travaillant en France, qui justifieront, à l'âge de 55 ans, soit de trente années de services dans les mines françaises représentant 7920 journées effectives de travail, soit de trente ans de travail salarié en France, dont quinze au moins dans les mines, bénéficieront, dans les mêmes conditions que les ouvriers français, des allocations et majorations à la charge tant de l'État français que de la Caisse autonome de retraites des ouvriers mineurs. Il est toutefois spécifié que pour ceux d'entre eux, qui, demeurant en Belgique, n'ont pu, de ce fait, se constituer une pension à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, les majorations de la Caisse autonome, sont décomptées en faisant état d'une pension égale à la pension

ANNEXE AU N° 257.

BIJLAGE VAN N° 257.

PROJET DE LOI

approuvant la Convention relative à l'application du régime spécial de retraite des ouvriers mineurs, conclue le 14 février 1921 entre la Belgique et la France.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres des Affaires Étrangères et de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement ;

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Nos Ministres des Affaires Étrangères et de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement présenteront en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

La Convention relative à l'application du régime spécial de retraite des ouvriers mineurs, conclue le

WETSONTWERP

tot goedkeuring der Overeenkomst betreffende de toepassing van het bijzonder pensioenregiem der mijnwerkers, den 14ⁿ Februari 1921 tusschen België en Frankrijk gesloten.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onze Ministers van Buitenlandsche Zaken en van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading ;

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Ministers van Buitenlandsche Zaken en van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading zullen in Onze naam, aan de Wetgevende Kamers het wetsontwerp voorleggen, waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

De Overeenkomst betreffende de toepassing van het bijzonder pensioenregiem der mijnwerkers geslo-

14 février 1921, entre la Belgique
et la France, sortira son plein et
entier effet.

Donné à Laeken, le 25 avril 1921.

ten den 14ⁿ Februari 1921 tusschen
België en Frankrijk, zal haar geheel
en volkomen uitwerksel hebben.

Gegeven te Laeken, den 25ⁿ April
1921.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

Van 's Konings wege :

*De Minister van Buitēnlandsche
Zaken,*

Henri JASPAR.

*Le Ministre de l'Industrie,
du Travail et du Ravitaillement,*

*De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Bevoorroding,*

WAUTERS.



dont ils seraient bénéficiaires si les versements prévus par la loi du 29 juin 1894 avaient été effectués.

Les ouvriers français travaillant dans les mines belges bénéficieront, sans aucune condition de résidence, des primes d'encouragement prévues par la législation belge relative aux pensions de vieillesse. S'ils justifient de trente années de travail dans les mines belges et s'ils remplissent, par ailleurs, les autres conditions d'âge et de continuité de services requises par la législation spéciale de retraite des ouvriers mineurs belges, ils auront droit, en outre, aux allocations, tant de l'État que des Caisses de prévoyance.

ARTICLE 2.

Les ressortissants des deux États qui n'auront pas effectué, soit dans les mines belges, soit dans les mines françaises, trente années de service représentant au minimum 7920 journées de travail effectif, mais dont les services cumulés dans les exploitations minières des deux pays atteindront cette durée, auront droit à une retraite dont le montant — y compris les allocations à charge des deux États — sera au moins égale au montant de la retraite minimum fixée par la législation la moins favorable.

Les charges respectives de l'État et des Caisses de prévoyance belges, d'une part, de l'État et de la Caisse autonome de retraites des ouvriers mineurs français, d'autre part, seront déterminées en tenant compte des années de travail effectuées dans les mines de chacun des deux pays et en prenant pour base la pension majorée comme il est dit ci-dessus.

Toutefois, la majoration à servir par la Caisse autonome aux ouvriers qui justifieront d'au moins quinze ans de service dans les mines françaises ne sera, en aucun cas, inférieure à l'allocation prévue par l'article 4 de la loi du 9 mars 1920.

Il est entendu, d'autre part, que les services miniers effectués dans l'un ou l'autre pays n'entreront en compte pour la détermination du droit à l'allocation ou majoration que s'ils ont une durée minimum de cinq ans représentant 1320 journées de travail.

Les demandes de liquidation de rente, d'allocations, de majoration et de bonification seront adressées par les intéressés aux administrations ou organismes chargés de leur examen dans le pays où les intéressés ont travaillé en dernier lieu.

ARTICLE 3.

Le régime de retraite des veuves des ouvriers visés à l'article premier de la présente Convention sera déterminé par la législation du pays qui a liquidé la retraite de leur mari.

Quant aux veuves des ouvriers visés à l'art. 2, elles ont droit à une majoration destinée à porter, le cas échéant, leur retraite au taux minimum prévu par la législation la moins favorable. La part à la charge de l'État et des Caisses de prévoyance belges, d'une part, de la Caisse autonome de retraites

des ouvriers mineurs français, d'autre part, sera déterminée en tenant compte des années de travail effectuées dans chacun des deux pays. La part à la charge de l'État ou des organismes de l'un ou l'autre pays, ne sera toutefois exigible que si les intéressés remplissent les conditions d'âge ou de durée de mariage prévues par les législations respectives des deux États.

Il est toutefois entendu, d'une part, que les pensions dont les veuves visées au 2^e alinéa ci-dessus sont titulaires, soit à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, soit à une caisse patronale ou de liquidation, viendront en déduction de la majoration de la Caisse autonome; d'autre part, que la majoration à la charge de cette dernière institution ne sera, en aucun cas, inférieure à l'allocation à laquelle les intéressés auraient pu prétendre par la seule application de la loi française.

ARTICLE 4.

Les avantages prévus à la présente Convention seront acquis aux ouvriers qui rempliront, après la date de sa mise en vigueur, les conditions d'âge et de durée de services pour pouvoir prétendre à une allocation ou majoration.

Ils seront également acquis aux veuves dont les droits naîtront après cette date.

A titre transitoire et exceptionnel, les ouvriers des deux pays ayant, lors de la mise en vigueur de la présente Convention leur résidence dans le pays où ils auront cessé le travail à la mine, pourront, s'ils justifient des conditions d'âge et de durée de services prévues à l'article premier, bénéficier des avantages visés au dit article.

Cette disposition transitoire s'applique, au regard du premier paragraphe de l'article 3, aux veuves des ouvriers qui, au moment de leur décès, avaient leur résidence dans le pays où ils ont cessé le travail à la mine.

ARTICLE 5.

Les améliorations qui seraient ultérieurement apportées dans l'un ou l'autre pays, au régime de retraites de vieillesse actuellement en vigueur, seront étendues, de plein droit, aux nationaux de l'autre pays.

ARTICLE 6.

Les Administrations compétentes des deux pays arrêteront les mesures de détail et d'ordre nécessaires pour l'exécution des dispositions de la présente Convention, notamment en ce qui concerne l'examen des demandes présentées par les intéressés et le mode de paiement des rentes, allocations, majorations et bonifications.

ARTICLE 7.

Toutes les difficultés relatives à l'application de la présente Convention, qui n'auraient pu être réglées d'un commun accord entre les administrations compétentes des deux pays, seront, même sur la demande d'une seule des

parties, soumises au jugement d'un ou plusieurs arbitres qui auront pour mission de les résoudre selon les principes fondamentaux et l'esprit de la présente Convention.

ARTICLE 8.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris aussitôt que possible.

Elle entrera en vigueur dès que les ratifications auront été échangées.

Elle aura une durée d'un an et sera renouvelée tacitement d'année en année, sauf dénonciation.

La dénonciation devra être notifiée trois mois avant l'expiration de chaque terme.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 14 février 1921.

(Sig.) Maurice HERBETTE.

(Sig.) Arthur FONTAINE.

(Sig.) Jean LEBACQZ.

(Sig.) Alb. VAN RAEMDONCK.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 10 MEI 1921.

Wetsontwerp

tot goedkeuring der Overeenkomst betreffende de toepassing van het bijzonder pensioenregiem der mijnwerkers, den 14^e Februari 1921 tusschen België en Frankrijk gesloten.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De Belgische wetgeving, betreffende het pensioenregiem der mijnwerkers, maakt geen onderscheid tusschen de landgenooten en de vreemdelingen ten opzichte van het recht op de ouderdomspensioenen. Echter kunnen de mijnwerkers eener vreemde nationaliteit het genot niet hebben der aanmoedigingspremies van den Staat, verleend met het oog op het beleggen van ouderdomspensioenen bij de Algemeene Spaar- en Lijfrentkas onder waarborg van den Staat, dan in zooverre zij reeds tien jaar in België verblijven en tot een volk behooren dat overeenkomstige voordeelen aan de Belgen verleend.

Evenzoo, ten opzichte der Fransche wetten, zijn de vreemde mijnwerkers, in Frankrijk werkend, aan hetzelfde regiem onderworpen als de mijnwerkers van Fransche nationaliteit. Zij kunnen nochtans het voordeel der toelagen en verhoogingen, hetzij van den Staat, hetzij van de Zelfstandige Kas, slechts genieten indien verdragen met hun land van afkomst aan de onderhoorigen voordeelen van gelijke waarde waarborgen.

Het is overbodig er op te wijzen dat deze beperkingen, onderscheidenlijk gemaakt voor het genieten der premies van den Staat in België en der toelagen en verhoogingen verstrekt zoowel door den Staat als door de Zelfstandige Kas in Frankrijk in hooge mate nadeelig zijn voor de werklieden, zoowel Belgische als Fransche, die werk aannemen hetzij in Frankrijk of in België.

De Overeenkomst, welke de Regeering des Konings de eer heeft aan de goedkeuring der Wetgevende Kamers te onderwerpen, heeft als eerste doel aan de onderhoorigen van elk der beide landen een gelijk recht toe te

kennen op de voordeelen ingesteld door de respectieve wetgevingen met het oog op de belegging van ouderdomspensioenen.

Echter was het niet voldoende enkel op dit punt gelijke rechten vast te stellen voor de onderhoorigen der beide landen. Dit zou zeker voldoende geweest zijn om het volle genot hunner rechten te verzekeren aan de werklieden, die, volledig het land hunner afkomst verlaten hebbend, in het land werkzaam zouden geweest zijn gedurende het aantal jaren dat door de respectieve wetgevingen van het een of het andere land vereischt wordt voor het verkrijgen van een pensioen.

Naar luid van de Belgische wet, kan echter, afgezien van de rente verkregen bij middel van kapitaalvorming evenredig aan de bijdragen door de belanghebbenden gestort bij de Algemeene Spaar- en Lijfrentkas, een ouderdomspensioen of de pensioensaanvulling, ten laste der Voorzorgskassen ten voordeele der mijnwerkers, niet verkregen worden dan voor zooveel de belanghebbende werkman bewijst in eene Belgische kolenmijn gewerkt te hebben gedurende minstens dertig jaar, en dit tot den ouderdom van 55 jaar, indien hij op den bodem der mijn werkte, en 60 jaar, indien hij aan de oppervlakte werkte.

Van haren kant maakt de Fransche wetgeving het recht op de toelagen van den Staat en van het verhoogingsfonds der Zelfstandige Kas der mijnwerkers afhankelijk van het leveren van het bewijs van dertig jaren betaalden arbeid in de Fransche mijnen, zonder dat het totaal aantal werkdagen minder dan 7,920 dagen moge bedragen.

In een groot aantal gevallen kunnen werklieden, die een gedeelte van hun bestaan besteed hebben in de mijnen van het land hunner afkomst om het tijdelijk of voor goed te verlaten ten voordeele der mijnen van het land hunner keuze, of omgekeerd, het bewijs niet leveren, in het eene of het andere land, van de dertig dienstjaren vereischt door de eene en de andere der wetgevingen; daardoor wordt aan deze werklieden alle recht ontzegd op het voordeel van een ouderdomspensioen.

Het is hoofdzakelijk ten einde dezen toestand te verhelpen, die tegelijkertijd indruischt tegen de grondbeginselen van menschlievendheid en van rechtvaardigheid, dat onderhandelingen geopend werden tusschen de Regeering des Konings en de Regeering der Republiek. Zij hebben geleid tot eene overeenstemming, waardoor de meest volledige wederkeerigheid tusschen beide landen bevestigd wordt en waarvan het hoofdzakelijke doel is in de berekening der jaren vereischt door de wetgevingen van elk der landen rekening te doen houden met het aantal werkjaren gedurende welke de werkman in het eene of het andere land werkzaam zal geweest zijn.

Men is het er trouwens over eens dat de respectieve lasten, hetzij van den Belgischen Staat en van de voorzorgskassen, hetzij van den Franschen Staat en van de Zelfstandige Pensioenkas der Fransche mijnwerkers, voor den dienst der pensioenen, zullen bepaald worden volgens het aantal werkjaren in het eene of andere land volbracht.

Ten slotte stelt de Overeenkomst een zelfde regiem van wederkeerigheid

in ten opzichte van het regiem der mijnwerkersweduwen, aan welke de wetgevingen in bepaalde omstandigheden een ouderdomspensioen voorhouden.

De bevoegde beheeren der beide landen zullen de nadere maatregelen behooren te nemen die noodig zijn voor de toepassing der beginselen die den grondslag dezer Overeenkomst vormen.

De Regeering denkt dat het Nationale Pensioenfonds der mijnwerkers, ingesteld door de wet van 20 Augustus 1920, geroepen zal worden om de toepassingsmaatregelen te centraliseeren en als bemiddelaar te dienen tusschen de Zelfstandige Pensioenkas der Fransche mijnwerkers en de voorzorgskassen ten voordeele der Belgische mijnwerkers.

Gezien het gewicht der betrokken belangen, zou de Regeering des Konings er hoogen prijs op stellen, Mijne Heeren, dat het wetsontwerp, dat zij de eer heeft U voor te leggen, bij hoogdringendheid aangenomen werd.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

HENRI JASPAR.

*De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Bevoorrading,*

J. WAUTERS.

OVEREENKOMST

tusschen België en Frankrijk hebbende tot doel aan hunne onderhoorigen, welke in Belgische of in Fransche mijnen werken, het voordeel te verzekeren van het bijzonder pensioenregiem der mijnwerkers, in voege in elk der beide landen.

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN

en

DE PRESIDENT DER FRANSCHIE REPUBLIEK,

gelijkelijk verlangend, in de ruimste mate, gelijkheid van behandeling vast te stellen tusschen de onderhoorigen der beide Staten, wat betreft de toepassing van het bijzonder pensioenregiem der mijnwerkers, hebben besloten te dien einde eene Overeenkomst te sluiten en hebben tot hunne gevolmachtigden benoemd :

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN :

De heeren Jan LEBACQZ, Algemeen Bestuurder der Mijnen van het Koninkrijk België,

Albrecht VAN RAEMDONCK, Bestuurder bij het Hoofdbeheer der Mijnen van het Koninkrijk België, Algemeen Bestuurder van het « Nationaal Pensioenfonds der mijnwerkers » ;

DE PRESIDENT DER FRANSCHIE REPUBLIEK :

De heeren Maurits HERBETTE, Gevolmachtigd Minister, Bestuurder der Bestuurlijke en Technische Zaken aan het Ministerie van Buitenlandsche Zaken,

Arthur FONTAINE, Algemeen Inspecteur der Mijnen, Staatsraad in Buitengewonen Dienst,

welke, na hunne in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmachten aan elkander medegedeeld te hebben, de volgende bepalingen hebben vastgesteld :

ARTIKEL ÉÉN.

De in Frankrijk werkende Belgische werklieden, die op den ouderdom van 55 jaar het bewijs zullen geven van hetzij dertig jaren dienst in de Fransche mijnen, 7,920 werkelijke arbeidsdagen vertegenwoordigend, hetzij dertig jaren betaalden arbeid in Frankrijk, waarvan ten minste vijftien in de mijnen, zullen, onder dezelfde voorwaarden als de Fransche werklieden, het voordeel genieten der toelagen en verhoogingen ten laste zoowel van den Franschen Staat als van de Zelfstandige Pensioenkas der mijnwerkers. Er wordt echter

bepaald dat voor diegenen onder hen, welke, in België wonend, daardoor, bij de Nationale Pensioenkas voor den ouderdom geen pensioen hebben kunnen beleggen, de verhoogingen der Zelfstandige Kas zullen berekend worden op den grondslag van een pensioen gelijk aan het pensioen, waarvan zij het voordeel zouden genieten, indien de door de wet van 29 Juni 1894 voorziene stortingen geschiedt waren.

De Fransche werklieden, welke in de Belgische mijnen werken zullen, zonder eenige voorwaarde van verblijf, het voordeel genieten der aanmoedigingspremiën voorzien door de Belgische wetgeving betreffende de ouderdomspensioenen. Indien zij het bewijs leveren dat zij dertig jaren in de Belgische mijnen gewerkt hebben en indien zij bovendien de andere voorwaarden van ouderdom en onafgebrokenheid der diensten vereischt door de bijzondere wetgeving op de pensioenen der Belgische mijnwerkers, vervullen, zullen zij bovendien recht hebben op de toelagen zoowel van den Staat als van de Voorzorgskassen.

ART. 2.

De onderhoorigen der beide Staten, die, hetzij in de Belgische mijnen, hetzij in de Fransche mijnen, geene 30 dienstjaren, een minimum van 7,920 werkelijke arbeidsdagen vertegenwoordigend, zouden volbracht hebben, maar waarvan de bijeengetelde diensten in de mijnondernemingen der beide landen dezen duur zouden bereiken, zullen recht hebben op een pensioen, waarvan het bedrag — met inbegrip der toelagen ten laste der beide Staten — minstens gelijk zal zijn aan het bedrag van het minimumpensioen bepaald door de minst gunstige wetgeving.

De respectieve lasten van den Belgischen Staat en van de Belgische voorzorgskassen, aan den eenen kant, en van den Franschen Staat en van de Fransche Zelfstandige Pensioenkas, aan den anderen kant, zullen bepaald worden, rekening houdend met de jaren werk verricht in de mijnen van elk der beide landen en als basis nemend het verhoogde pensioen zooals hierboven gezegd.

Echter zal de verhooging, te verstrekken door de Zelfstandige Kas aan de werklieden, die het bewijs zullen leveren van minstens 15 jaren dienst in de Fransche mijnen, in geen geval lager zijn dan de toelage voorzien door artikel 4 der wet van 9 Maart 1920.

Anderzijds is het wel verstaan dat met de diensten verricht in de mijnen in het eene of het andere land slechts rekening zal worden gehouden voor het bepalen van het recht op de toelage of de verhooging, indien zij een minimum-duur hebben van 5 jaren, 1,520 arbeidsdagen vertegenwoordigend.

De aanvragen om vereffening van rente, toelagen, verhooging en vergoeding zullen door de belanghebbenden gericht worden tot de beheeren of de inrichtingen belast met het onderzoek er van in het land waar de belanghebbenden het laatst gewerkt hebben.

ART. 3.

Het stelsel der pensioenen der weduwen der werklieden bedoeld bij artikel 1 dezer Overeenkomst zal bepaald worden door de wetgeving van het land dat het pensioen van hun echtgenoot vereffend heeft.

Wat betreft de weduwen der werklieden bedoeld bij artikel 2, hebben dezelfde recht op eene verhooging bestemd om, in voorkomend geval, hun pensioen te brengen op het minimumbedrag voorzien door de minst gunstige wetgeving. Het gedeelte ten laste van den Belgischen Staat en van de Belgische verzorgskassen, aan den eenen kant, van de Zelfstandige Pensioenkas der Fransche mijnwerkers, aan den anderen kant, zal bepaald worden rekening houdend met de jaren arbeid verricht in elk der beide landen. Het deel ten laste van den Staat of der inrichtingen van het eene of het andere land zal echter niet gevorderd kunnen worden dan indien de belanghebbenden de voorwaarden van ouderdom of van duur van het huwelijk vervullen, onderscheidenlijk voorzien door de wetgevingen der beide Staten.

Het is echter verstaan, aan den eenen kant, dat de pensioenen waarvan de weduwen bedoeld in de tweede hierbovenstaande alinea titularissen zijn, hetzij bij de Nationale Pensioenkas voor den ouderdom, hetzij bij eene werkgeverskas of eene vereffeningskas, afgehouden zullen worden van de verhooging der Zelfstandige Kas; aan den anderen kant, dat de verhooging ten laste dezer laatste instelling, in geen geval, lager zal zijn dan de toelage waarop de belanghebbenden zouden hebben kunnen aanspraak maken enkel door de toepassing der Fransche wet.

ARTIKEL 4.

De voordeelen voorzien door deze Overeenkomst zullen toekomen aan de werklieden, die, na den datum van haar in werking treden, de voorwaarden van ouderdom en van dienstduur zullen vervullen om aanspraak te kunnen maken op eene toelage of verhooging.

Zij zullen insgelijks verworven worden door de weduwen wier rechten na dezen datum zullen ontstaan.

Bij wijze van overgangsmaatregel en bij uitzondering, zullen de werklieden der beide landen, die bij het in werking treden van deze Overeenkomst hunne verblijfplaats hebben in het land waar zij den arbeid in de mijn gestaakt hebben, indien zij het bewijs leveren dat zij de voorwaarden van ouderdom en dienstduur voorzien bij artikel één vervullen, de in gezegd artikel bedoelde voordeelen kunnen genieten.

Deze overgangsmaatregel is van toepassing, ten opzichte van de eerste paragraaf van artikel 3, op de weduwen der werklieden, die, op den oogenblik van hun overlijden, hunne verblijfplaats hadden in het land waar zij den arbeid in de mijn gestaakt hebben.

ARTIKEL 5.

De verbeteringen die naderhand in het eene of het andere land zouden worden aangebracht aan het thans in voege zijnde stelsel der ouderdoms-

pensioenen, zullen van rechtswege uitgebreid worden tot de onderhoorigen van het andere land.

ARTIKEL 6.

De bevoegde beheeren der beide landen zullen de nadere maatregelen vaststellen, die noodig zijn voor de uitvoering van de beschikkingen dezer Overeenkomst, inzonderheid wat betreft het onderzoek der vragen door de belanghebbenden ingediend en de wijze van betaling der renten, ondersteuning, verhoogingen en vergoedingen.

ARTIKEL 7.

Alle moeilijkheden, betreffende de toepassing dezer Overeenkomst, die niet eenstemmig geregeld konden worden onder de bevoegde beheeren der beide landen, zullen zelfs op aanvraag van een enkele der partijen onderworpen worden aan het oordeel van een of meer scheidsrechters, die voor opdracht zullen hebben, ze volgens de grondbeginselen en den geest dezer Overeenkomst op te lossen.

ARTIKEL 8.

Deze Overeenkomst zal bekrachtigd worden en de bekrachtigingen er van zullen zoö spoedig mogelijk te Parijs worden uitgewisseld.

Zij zal in werking treden zoodra de bekrachtigingen uitgewisseld werden.

Zij zal een duur van een jaar hebben en van jaar tot jaar stilzwijgend hernieuwd worden, behalve opzegging.

De opzegging zal bekend gemaakt moeten worden drie maanden voor het verstrijken van elken termijn.

Ter Oorkonde waarvan, de ondergeteekenden, behoorlijk te dien einde gemachtigd, deze Overeenkomst hebben geteekend.

Gedaan te Parijs, in dubbel, den 14^e Februari 1921.

(Get.) Maurits HERBETTE.

(Get.) Jan LEBACQZ.

(Get.) Arthur FONTAINE.

(Get.) Alb. VAN RAEMDONCK.

